

Et si tout se passait pour le mieux en 2017, voilà à quoi vous pourriez vous attendre



Réconciliation de la France avec l'économie et ses institutions, rapprochement de Paris et Berlin avec Londres, mise en place de nouveaux vaccins, etc.: voici à quoi pourrait ressembler 2017 si tout allait pour le mieux.

Avec Jean Petaux
Avec Jean-Paul Betbeze
Avec Alexandre Del Valle
Avec Edouard Husson
Avec Stéphane Gayet

Nous avons demandé à certains de nos contributeurs réguliers, dans l'hypothèse où tout se déroule au mieux, comment est-ce qu'ils envisageaient 2017 suivant leur champ d'expertise. Voici donc les plus grands espoirs pour 2017 en...

Politique

Jean Petaux : La réponse à votre question est forcément et uniquement subjective et ne saurait revêtir une quelconque portée générale. Chacune et chacun met un contenu propre à l'expression "dans l'hypothèse où tout se déroule au mieux"... D'ores et déjà, par exemple, après les événements politiques survenus en France au second semestre 2016, nombreux sont ceux qui auront considéré que "les choses se sont mal déroulées" ou, à tout le moins, que "rien ne s'est passé comme prévu". Je songe ici aux partisans de François Hollande, d'Alain Juppé, de Nicolas Sarkozy (par ordre alphabétique...).

Osons donc le subjectif. Le plus grand espoir pour la nouvelle année pourrait ainsi résider dans **la disparition d'une remise en cause**, d'une crise structurelle, qui peut être considérée comme l'un des fondements d'un "mal français" de plus en plus présent **la critique généralisée des institutions**.

Le mot "institution" vient du latin "*instituere*" que l'on peut traduire par "disposer, établir, fonder". Les anthropologues, et, au premier rang d'entre eux le grand polonais Bronislaw Malinowski, définissent l'institution comme "*une unité élémentaire d'organisation*". L'institution "*implique un accord mutuel sur un ensemble de valeurs traditionnelles qui rassemblent les êtres humains entretenant un certain rapport avec les uns et les autres, et avec un élément précis de leur environnement naturel et artificiel*".

L.M. Morfaux, dans son remarquable *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines* (Armand Colin, 1998), définit l'institution comme "*une forme socialement organisée par laquelle, dans une société donnée, s'exercent les fonctions publiques : l'administration, la politique, la justice, l'enseignement, la religion, les Eglises, le travail, la sécurité sociale*". On pourrait détailler bien évidemment au sein de l'administration et de la politique les grandes fonctions régaliennes qui constituent l'Etat au sens wébérien du mot : "l'institution qui dispose du monopole de la violence physique légitime" (l'armée, la police, la capacité à lever l'impôt, la souveraineté, etc.).

Or, ce que l'on constate de plus en plus dans la société française (et les travaux passionnants d'un François Dubet sur l'institution scolaire, par exemple, le confirment depuis plusieurs années), c'est la remise en cause constante et généralisée des institutions au sens très large du terme. L'Etat n'apparaît plus comme la structure protectrice qu'il a été, aussi bien dans sa dimension "gendarme" (depuis Hegel) que "providence" (depuis Bismarck, Beveridge, Roosevelt et le programme du Conseil national de la Résistance). La loi, pour reprendre la fameuse phrase du R.P. Lacordaire, n'est plus envisagée comme ce qui affranchit le faible du fort : *"Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit"*. La "loi mosaïque" par exemple, celle fondatrice que l'on trouve dans *Le Décalogue* et qui est au centre de toutes les judées judéo-christiano-musulmanes auxquelles s'associent bien évidemment celles du courant des Lumières dans l'Occident du XVIIIème siècle, est constamment remise en cause. **Par un obscurantisme envahissant certes, mais aussi par l'accumulation croissante de l'ignorance historique.**

La crise de confiance dans les institutions est un cancer mortel dont les métastases envahissent la totalité des relations sociales et sociétales. Comment envisager, un seul instant, la poursuite d'une "partie" dans laquelle les arbitres sont constamment insultés et où les règles sont, en permanence, bafouées ? Configuration qui, hélas, se reproduit chaque fin de semaine sur la ligne de touche de nombre de stades de foot où s'affrontent deux équipes de pupilles, et surtout leurs parents ingérables par de jeunes arbitres bénévoles... La question n'est pas celle du "juste" et de "l'injuste", celle du "bien" ou du "mal". Elle n'est pas non plus celle du "croire" ou du "ne pas croire" dans telle ou telle pensée, philosophie, etc. Elle est tout simplement celle du respect de ce qui constitue le "contrat du vivre ensemble" autour d'un corpus de textes et de règles que les pouvoirs politiques, démocratiquement élus, ont la capacité juridique et constitutionnelle de changer ou de protéger, de faire évoluer ou de garantir. Encore une fois, dans le but principal de protéger le faible et de tempérer le fort.

Si un vœu doit être formulé pour 2017, c'est tout simplement celui-ci : **que cessent les remises en cause permanentes des "institutions qui font société"**. Qu'on arrête de dire n'importe quoi sur n'importe quelle situation. Que la grâce présidentielle n'est pas normale. Que l'article 49.3 n'est pas démocratique. Qu'on n'apprend rien à l'école. Que la police ne protège pas. Qu'on tombe malade à l'hôpital. Que tous les curés sont des pédophiles. Que tous les politiques sont des pourris. Tout simplement parce qu'un fait isolé aura été considéré comme un trait général, qu'un texte n'aura pas été remis dans son contexte. Tout simplement parce que l'exception aura pris valeur de règle. Et que du strict point de vue de la "mécanique médiatique" (clin d'œil à l'excellent Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter) un "évêque qui mord un chien, c'est toujours plus un événement qu'un chien qui mord un évêque".

Europe

Edouard Husson : 2017 est une année d'élections nationales en France comme en Allemagne. Les deux pays ne peuvent plus prétendre décider seuls du destin de l'Union européenne mais ils ont suffisamment de poids ensemble pour **faire redémarrer le moteur européen dès qu'un nouveau président sera installé à l'Élysée en mai 2017.**

Surgit immédiatement un obstacle. Londres aura officiellement demandé le Brexit avant la fin mars. Et Theresa May pourrait faire échouer d'emblée le redémarrage de l'Europe politique si elle n'avait pas un front uni en face d'elle. Depuis le referendum de l'été dernier, les dirigeants européens ont roulé les mécaniques, parcourant une gamme d'attitudes allant du mépris (le Royaume-Uni a tout à perdre, il négociera donc à nos conditions) au cynisme (jouons la montre, un gouvernement britannique finira bien par jouer le maintien dans l'UE). En réalité, plus les mois passent, plus Theresa May consolide sa position. L'économie britannique, non seulement ne s'est pas effondrée après le "oui" populaire au Brexit, mais le gouvernement de Madame May fait le choix de la réindustrialisation du pays et d'un retour à l'investissement public dans l'éducation, dans les infrastructures. **L'élection de Donald Trump fait entrevoir la perspective d'une nouvelle zone commerciale transatlantique pilotée par Washington et Londres et à laquelle l'Europe du Nord se rattacherait naturellement**, au risque de diviser un peu plus l'Union européenne. Enfin, cela fait un moment que Londres lorgne vers l'Eurasie, par-dessus la tête de l'Union européenne; il suffira d'un dégel entre Washington et Moscou pour que Londres affiche ouvertement sa nouvelle politique eurasiatique.

L'intérêt de l'Union européenne est donc de proposer à Londres, sans trop attendre, des négociations constructives. **L'espoir que nous devons caresser est celui d'un rapprochement rapide entre Paris et Londres**, dès l'installation d'un nouveau gouvernement français, Berlin rejoignant après l'installation d'un nouveau gouvernement - mais, quel que soit le prochain chancelier, la continuité prévaudra à Berlin. Il s'agit pour Paris et Berlin d'écarter les deux scénarios extrêmes, irréalistes: une rupture violente entre Londres et Bruxelles; ou bien une renonciation britannique au Brexit. Est-il possible d'imaginer un bon compromis entre l'Union européenne et le Royaume-Uni? L'Union européenne doit de toute façon revoir sa politique d'immigration; négocier avec Londres sur le sujet aidera à repenser l'espace Schengen. Pourquoi dépenser de l'énergie et perdre des ressources précieuses à tenter de créer dans l'Union européenne une place boursière rivale de Londres, ce dont ni Paris, ni Francfort n'ont les moyens, même ensemble, alors qu'il s'agit de renforcer un pôle européen boursier dont Londres restera le pivot, face à la nouvelle puissance financière asiatique? Pourquoi ne pas imaginer, dans un partenariat équilibré avec Londres, un accord commercial transatlantique qui permette aux Etats-Unis et à l'Europe, de se réindustrialiser ensemble et de peser face au projet chinois de "Nouvelle Route de la Soie"?

Soit Paris et Berlin s'entendent avec Londres en 2017, soit l'incapacité à sortir par le haut du Brexit conduira au renforcement des divisions au sein de l'Union européenne et à la paralysie d'un système toujours plus isolé dans l'économie mondiale - tandis que Londres tirerait, seule, son épingle du jeu.

Alors faisons le pari de l'intelligence politique retrouvée de Paris et Berlin, ensemble, pour retisser des liens avec Londres. **Url'smart Brexit** est le meilleur espoir pour l'Union européenne en 2017.

Economie

Jean-Paul Betbèze : 2017 s'ouvre sous le signe de l'incertitude, avec partout beaucoup d'interrogations politiques pour les mois à venir. C'est effectivement depuis les Etats-Unis, avec Donald Trump, que souffle un grand vent de changement. Les marchés s'interrogent sur ce qui va se passer partout, en Russie et en Chine, au Japon et à Taïwan, en Arabie et en Iran, en Allemagne et en France. Une liste qui n'est pas limitative. Evidemment, les marchés savent mieux comprendre l'économie que la politique. Ils calculent ainsi le soutien à la croissance que pourraient amener la politique fiscale et les grands travaux promis par Donald Trump. Mais ils sont perdus devant les incertitudes politiques majeures qui s'avancent.

C'est dans ce contexte que **le plus grand espoir économique pour la France est qu'elle se réconcilie avec... l'économie!** La preuve en sera que le dialogue dit "social" dans l'entreprise se renforce, en devenant, aussi, économique. En effet, il ne pourra y avoir plus de croissance et d'emploi ici sans un regain de "nouvelle compétitivité". Il ne s'agit pas seulement de "modération salariale", mais d'une double répartition : celle des résultats, avec plus d'actionnaires salariés, celle des idées surtout, avec plus d'échanges pour comprendre les nouvelles demandes des clients, mieux suivre les concurrents et participer activement aux nouveaux réseaux sociaux, ferments de la révolution technologique en cours. L'entreprise qui réussit est une *"great place to work"*. C'est elle qui innove, attire et garde les talents, noue des rapports étroits avec son territoire. On peut toujours penser qu'il s'agit là d'un rêve, sauf que l'image interne et externe de l'entreprise se rapprochent, sauf que la Bourse les regarde et plus encore les *millennials*.

Si tout se déroule au mieux au plan économique en 2017, c'est que, d'abord, tout s'est déroulé au mieux au plan social. Et pourquoi ne pas commencer par la France ?

Géopolitique

Alexandre del Valle : Du point de vue géopolitique, le plus grand espoir à nourrir pour 2017, c'est celui d'une **réconciliation russo-occidentale**, apparemment improbable si l'on se réfère à l'actualité de la crise entre la Russie et l'administration Obama, mais plus probable que jamais dans la perspective de la révolution géopolitique annoncée par son successeur Donald Trump qui semble persister et signer dans le sens d'un vrai "RESET" avec Moscou et Poutine. Ce *Reset* est certes fortement contesté tant par les anti-Russes républicains (concentrés autour de Mc Cain) que par les démocrates interventionnistes qui ont notamment soutenu la très russophobe Hillary Clinton. Pour autant, cette volonté est incarnée par Trump et son entourage, et je pense que les vieilles visions géostratégiques de la Guerre froide, fondées sur le *containment* de la Russie, sont désuètes et vivent leurs derniers instants, même si la Russie et les Etats-Unis auront toujours des intérêts pas forcément convergents; mais cela est le cas de tous les pays souverains.

Je crois que, peu importe les raisons, une réconciliation russo-occidentale serait fondamentalement une bonne nouvelle, ne serait-ce que parce que mieux vaut de loin avoir la Russie avec nous **que de la voir se jeter dans les bras d'un Etat bien plus puissant et dangereux pour les Occidentaux dans le futur et pour elle-même qu'est la Chine, alliée majeure du Pakistan**, l'Etat islamiste nucléaire le plus sismique et périlleux du monde en raison du fait qu'il est gangréné par l'extrémisme islamiste et parrain historique des Talibans, d'Al-Qaïda et des terroristes islamistes anti-Indiens du Cachemire et d'ailleurs....

Comme je le raconte et déplore dans mon dernier essai, *Les vrais ennemis de l'Occident, du rejet de la Russie à l'islamisation des sociétés ouvertes* (L'Artilleur), la Guerre froide, qui a été réactivée ces dernières années en Ukraine (en fait depuis la "première Révolution orange" en Ukraine et les autres révolutions de velours en ex-Union soviétique parrainées par les puissances atlantistes), sans oublier le chaos en Irak, en ex-Yougoslavie avant, puis en Libye et en Syrie ensuite, est très dangereuse. La tension Russie-Etats-Unis, voire la tension Russie-Otan, qui semble menacer la stabilité et la paix régionale a parfois frisé des débuts de guerre "tout court", comme certains ont voulu le faire croire notamment à la frontière des Pays baltes. Des généraux de l'Otan ont déjà souligné le risque de "Troisième guerre mondiale", et même de "guerre nucléaire"... Il est grand temps de revenir au pragmatisme géopolitique et d'abandonner le moralisme et l'interventionnisme manichéen propre à la dérive impériale de l'Occident, qui s'est à tort considéré "vainqueur" de la Guerre froide face à une Russie en recomposition, et qui a multiplié les folies géopolitiques depuis les années 1990. Je pense que cette ère d'unilatéralisme et d'interventionnisme est terminée, et son glas a sonné avec l'intervention russe en Syrie qui donne le ton et a mis fin à une dérive néo-impériale occidentale devenue anachronique et belligère dans le contexte de l'apparition d'un monde multipolaire.

La situation mondiale est certes très sismique au regard de l'actualité, des rivalités entre l'Inde et le Pakistan, la Chine et les Etats-Unis, la Chine et des Etats de l'Est asiatique (Japon, Vietnam, Taïwan, Corée du Sud, etc) qui se sentent menacés, sans oublier la nouvelle Guerre froide Etats-Unis/Otan versus Russie. Mais en dépit de toutes les critiques que l'on peut adresser au populiste **Donald Trump**, adepte des provocations verbales, **sa volonté affichée d'un pragmatisme géopolitique non-idéologique et non moraliste, qui se traduit notamment par une réelle volonté de rapprochement avec la Russie, constitue la meilleure nouvelle géopolitique pour les Occidentaux**. Nous devons être unis contre l'ennemi radical qu'est l'islamisme terroriste. Nous avons aussi tout intérêt à opérer avec la Russie sur les questions énergétiques. Le monde actuel en voie de multipolarisation a besoin d'adeptes de la *realpolitik* et non plus de moralistes-interventionnistes adeptes d'utopies dangereuses mondialistes dont les belles intentions affichées n'ont d'égal que le bellicisme des résultats.

Plus proche de chez nous, en France, le grand espoir est **un retour en force de la diplomatie gaulliste**. Concrètement, c'est la grandeur de la France, la souveraineté, le respect de l'indépendance des autres nations qui sont réclamés comme cela est traduit notamment dans le vote des électeurs et des sondés qui réclament un retour de la Nation et de l'Etat face au cosmopolitiquement correct et à l'impérialisme anti-identitaire McWorld. La diplomatie gaulliste ou plutôt gaullienne, c'est tenter de trouver des solutions politiques raisonnables fondées sur ce respect des souverainetés, et le réalisme plutôt que sur le moralisme ou les interventions militaires. Un partisan d'une diplomatie gaullienne serait probablement favorable à un rapprochement avec Moscou et envisagerait certainement de réhabiliter le leadership de la France dans l'Union européenne, leadership qui passe par une refonte de l'Europe qui doit impérativement redevenir une Union d'Etats souverains comme le voulaient De Gaulle et les pères de l'Union européenne au lieu de continuer à s'élargir sans fin et de devenir un empire normatif impuissant qui n'est en fait qu'un sous-ensemble de l'Empire américain puisque cette Europe est patronnée-sécurisée par l'Otan, une structure qui dépend d'un acteur impérial tiers....

Là aussi, la volonté de Trump de "responsabiliser" ses partenaires asiatiques et européens et de se désengager en leur demandant de plus contribuer à leur propre effort de défense doit être compris comme une formidable opportunité de **bâtir à nouveau l'Europe des Nations avec pour colonne vertébrale l'axe Paris-Berlin-Moscou, lui-même permis par le Brexit**, ainsi que l'on dit des observateurs gaullistes avisés comme Dominique de Villepin ou Hubert Védrine.

Nous avons grand besoin d'un personnage partisan de la grandeur de la France, en mesure de remettre au goût du jour cet héritage de De Gaulle en matière de géopolitique. François Fillon n'est peut-être pas le seul, mais il semble du moins s'ancrer tout à fait dans cette dimension, même si des candidats souverainistes, moins en mesure de l'emporter au deuxième tour, convergent avec ses vues en matière de géopolitique. Il est primordial d'élire un homme, qu'il s'appelle Fillon ou non, qui recherche la grandeur de notre nation, l'affranchisse de tout type d'hégémonie (américaine ou autre) et ait à cœur notre souveraineté dans le cadre d'une autre vision de l'Europe, celle des Nations souveraines. Il ne s'agit pas de mettre par terre l'Union européenne, mais de la rénover : ce serait une

Europe des nations indépendantes (cf. le plan Fouchet de De Gaulle), souveraines et libres de battre monnaie, de gérer leurs frontières et de gérer leurs affaires intérieures sans recevoir d'amandes ou de remontrances de la part d'Eurocrates non-élus de la Commission, comme on le voit avec la Pologne et la Hongrie souverainistes, systématiquement réprimandées et condamnées par Bruxelles (on se demande de quel droit et à quel titre). Ce type de dérive supranationale et impériale d'une Europe anti-nationale, xénophile, politiquement correcte, atlantiste et en fin de compte suicidaire et hostile aux volontés populaires, est devenu insupportable pour les peuples qui se révolteront si on ne les respecte pas un peu plus dans leur identité et leur dignité. Pour sauver la démocratie, il ne suffit pas de condamner les populismes et de soumettre ceux-ci et toute requête de nationalisme à la *reductio ad hitlerum* (cf. Leo Strauss, *Droit naturel et Histoire*). Mais il est urgent de mettre fin à la dérive des années 2000, dérive cosmopolitisme et impériale-soft - dont le pape est le philosophe mondialiste xénophile allemand Jurgen Habermas - d'une Europe post-nationale opposée à l'esprit même des Pères fondateurs de l'Union européenne, car ceux-ci ne niaient pas l'identité chrétienne des nations d'Europe et leur souveraineté. Cette Europe impériale-normative, qui a remplacé les nations par le "village global" et l'identité par les droits de l'Homme et la logorrhée techno-juridique, et qui s'élargit sans cesse pour finalement détruire les souverainetés nationales sans les remplacer au plan supranational, est devenue, comme le disait le regretté général Pierre-Marie Gallois, un "*ventre mou géopolitique*", que je qualifie à ma façon de "*no-man's land géo-civilisationnel*", bref une *Terra nullius* ouverte à tous les vents immigrationnistes et à toutes les hégémonies prédatrices extérieures, qu'il s'agisse de l'empire anglo-saxon atlantiste qui se réjouit que de plus en plus de nouveaux membres de l'UE soient des anti-Russes acharnés, ou des pôles du totalitarisme islamiste qui y voient une terre de prosélytisme et de conquête favorite car offerte sans résistance et qui n'est fière que de son "impuissance volontaire"... Bref, une entité non-souveraine.

A contrario, la France gouvernée par une équipe néo-gaulliste ou gaullienne, décidée à lui rendre sa grandeur et son indépendance, notamment en la rapprochant de Moscou et en mettant sur pieds une défense française et européenne autonome vis-à-vis de l'Otan, serait, en tandem avec l'Allemagne, un leader naturel d'une Europe redevenue un "*ventre sûr*" dicit Gallois, ce qu'elle peut parfaitement redevenir si elle renoue avec le volontarisme politique. Il faut absolument que notre voisin d'outre-Rhin, qui a toujours été dangereux lorsqu'il était hégémonique, soit équilibré, notamment par l'alliance avec la Russie. La trop grande hégémonie actuelle d'une Allemagne mercantiliste et ultra-libérale, dont l'immigrationnisme ne profite qu'aux multinationales et qui veut entraîner toute l'Europe sur la voie de sa rédemption suicidaire post-nazie par l'immigration islamique, doit être contre-balancée par les pays européens comme la France, et dans une moindre mesure l'Italie et la Hongrie ou la Pologne qui ont encore une vision "civilisationnelle". Les excès de l'Allemagne de Merkel, qui s'est couchée au nom de toute l'Europe devant le Grand Turc néo-Sultan Erdogan sur la crise des réfugiés et sans consulter ses partenaires, participe d'une dérive qui n'est que le résultat de la démission de nos pseudos-élites dénationalisées et démissionnaires post-gaullistes. Berlin et Merkel n'ont également rien fait pour empêcher la brouille très problématique avec la Russie qui n'a fait que ruiner nos agriculteurs et affaiblir un peu plus l'Europe. C'est pourquoi **la bonne nouvelle de 2017 serait un "retour de la France", la puissance géo-civilisationnelle majeure de l'Europe occidentale depuis des siècles et celle qui a toujours été à la pointe des idées novatrices et des audaces géopolitiques.** Enfin, rappelons que, historiquement, la France a très souvent été un partenaire privilégié de la Russie, laquelle nous considère plus qu'on le croit et attend beaucoup de nous, en tant que nation amie comme en tant que noyau dur de l'Union européenne. Une vaste réconciliation russo-occidentale permettrait à la France de jouer un rôle considérable dans la nouvelle configuration multipolaire et post-Guerre froide du monde. Il s'agirait de mettre réellement fin à la Guerre froide, de façon enfin définitive, car ma thèse depuis les années 1990 est que nos logiciens atlantistes de Guerre froide n'ont pas été mis à jour.

Santé

Stéphane Gayet : Nous sommes le 1^{er} janvier et la tradition est de se souhaiter une bonne année et une bonne santé. Il est frappant de constater à quel point toutes et tous insistent sur la santé. Pourtant, la majorité de celles et ceux qui souhaitent une bonne santé n'a pas un comportement préventif vis-à-vis de leur propre état de santé.

Car la prévention n'est pas une attitude naturelle. Si certaines assurances n'étaient pas obligatoires, beaucoup de personnes ne s'assureraient pas. Il n'est pas intuitif de s'imaginer victime d'un accident de la route, d'un vol, d'un dégât des eaux, etc. En ce qui concerne la santé, il en est de même. Qui peut s'imaginer le 1^{er} janvier, atteint d'un diabète, d'une polyarthrite, d'une maladie de Parkinson, d'une sclérose en plaques, d'une thyroïdite ou d'un lymphome malin, en cours d'année ? Personne, c'est évident. Pourtant, **beaucoup d'individus vont être atteints de l'une de ces maladies au cours de l'année.**

Or, on fait de plus en plus de progrès en matière de connaissance des facteurs de risque des maladies. Les publications scientifiques abondent et sont reprises par les professionnels de santé pour les traduire en recommandations auprès du grand public. L'épidémiologie est en effet devenue très performante grâce en particulier aux multiples outils numériques.

Quand on interroge les gens, ils répondent généralement qu'en effet, la prévention est très importante, mais que changent-ils dans leur vie pour y adhérer ? Il n'est pas question ici de culpabiliser qui que ce soit. Chacun mène sa vie comme il l'entend. Mais il faut quand même insister sur le fait que **la médecine la plus efficace est la médecine préventive.** Avec un euro dépensé en prévention, on évite environ 100 euros de dépenses en traitement curatif. C'est habituellement le rendement de la prévention sanitaire. À côté de la prévention primaire, la "vraie" prévention, il y a la prévention secondaire, celle qui consiste à détecter au plus tôt une maladie qui débute tout juste. Plus on détecte et prend en charge tôt une maladie, et plus son traitement est efficace et peu onéreux.

L'année 2017 devrait idéalement être l'année de la prévention sanitaire. Si les Françaises et les Français acceptaient enfin les vaccins, se mettaient à manger moins et moins sucré et moins gras, prenaient l'habitude de faire de l'exercice physique au moins tous les deux jours, se lavaient les mains quand il le faut, cessaient de fumer, diminuaient leur consommation d'alcool et de drogues, conduisaient prudemment en respectant le Code de la route, etc., beaucoup de maladies, d'accidents, de souffrances et de handicaps seraient évités. Et en plus de tout cela, de grandes économies seraient réalisées. Il ne faut pas souhaiter une bonne santé le 1^{er} janvier, mais souhaiter un comportement préventif ; ce qui ne signifie absolument pas, comme on l'entend trop souvent, une vie insipide de privation et de frustration.

Le plus grand espoir pour 2017, c'est que l'on parvienne à découvrir de nouveaux virus à l'origine de cancers connus et que l'on mette au point des vaccins efficaces contre eux (il y a déjà le virus de l'hépatite B : cancer du foie ; le papillomavirus : cancer du col utérin). Aujourd'hui, on estime que près d'un cancer sur six est associé à une infection, et l'on peut légitimement s'attendre à ce que cette proportion augmente de façon importante. Plus de vaccins (efficaces et bien tolérés, bien sûr) contre les maladies virales, et

tout particulièrement celles qui induisent des cancers, beaucoup plus d'adhésion de la population aux vaccins conseillés et beaucoup plus d'observance des mesures préventives sanitaires individuelles — mais aussi collectives — d'une façon générale. C'est cela qu'il faut espérer, beaucoup plus que la mise au point d'un énième test de diagnostic de telle ou telle maladie, toujours extrêmement coûteux et moins performant qu'on ne le dit. **Le véritable espoir sanitaire pour 2017 est finalement plus comportemental que scientifique.** Évidemment, tous les appareils électroniques et nano technologiques qui nous aident à avoir et conserver une bonne santé sont les bienvenus dans ce programme préventif. Plus de santé, moins de souffrances et de handicaps et moins de dépenses : qui dit mieux ? Mais ce n'est pas gagné, car cela demande une révolution culturelle : l'acquisition de la culture de prévention sanitaire. Mais c'est le 1^{er} janvier et on peut — il faut — rêver. Alors, rêvons.